

La lettre de Pierre-Alain Muet

**VOTRE DÉPUTÉ
DE LA DEUXIÈME
CIRCONSCRIPTION
DU RHÔNE**



► CROIX ROUSSE PLATEAU ET PENTES ► PRESQU'ÎLE ► LA DUCHÈRE ► VAISE ► QUAI GILLET ► SAINT-RAMBERT ► VERGOIN

SEPT./OCT. 2008

Faire vivre le débat démocratique

Prochaines réunions de quartier

» dans le 4^e :

le 9 octobre à 18h30
(Café du Bout du Monde)

» dans le 2^e :

le 23 octobre à 18h30
(Café de la Cloche)

» dans le 1^{er} :

le 6 novembre à 18h30
(Permanence,
2 place Louis Pradel)

» dans le 9^e :

le 27 novembre à 18h30
(Duchère, foyer protestant)

Pour me rencontrer

Mon assistante parlementaire **Gwenaëlle Bettin** vous accueillera au **04 78 27 37 29** pour prendre rendez-vous.

Pour visiter l'Assemblée ou assister aux débats

Mon assistante parlementaire à l'Assemblée **Sophie Waldteufel** vous accueillera au **01 40 63 69 64**.

Madame, Monsieur,

Lorsque vous m'avez accordé votre confiance pour vous représenter à l'Assemblée nationale, je me suis engagé à exercer ce mandat à temps plein, pour être à la fois à votre écoute dans la circonscription et porter à l'Assemblée nationale les valeurs de solidarité et de justice que je défends.

Je considère que l'opposition a un rôle essentiel à tenir pour faire vivre notre démocratie. C'est pourquoi j'interviens fréquemment à l'Assemblée pour dénoncer l'injustice d'une politique qui a oublié les plus modestes, mais aussi pour faire des propositions concrètes afin de répondre aux inquiétudes de nos concitoyens. Pouvoir d'achat, emploi, respect des droits de l'homme, accès au logement, à l'éducation, à la culture, protection de l'environnement, Traité constitutionnel européen... j'ai été présent et actif dans tous les grands débats de l'Assemblée nationale.

Cette action s'est nourrie des rencontres et des échanges que j'ai noués avec nombre d'entre vous dans les différents quartiers de notre circonscription. C'est à votre écoute que j'ai pris la vraie dimension des difficultés que rencontrent les jeunes pour accéder à

l'emploi, ou encore les conditions difficiles que connaissent de nombreux retraités dans cette période de baisse du pouvoir d'achat.

Ce dialogue est pour moi indispensable. Vous trouverez de façon détaillée sur mon site et sur mon blog le compte-rendu de mon action à Lyon et à l'Assemblée. A votre tour n'hésitez pas à m'adresser vos remarques, vos suggestions et vos propositions, et à venir me rencontrer à ma permanence ou lors des réunions que je tiens dans les arrondissements.

Pour exercer pleinement mon mandat de député, je n'ai pas prolongé les mandats d'adjoint au maire et de vice-président du Grand Lyon que j'ai exercés de 2001 à 2008. Conseiller d'arrondissement et communautaire, je continue à participer et à soutenir l'action de Gérard Collomb pour faire de Lyon une ville phare, où il fait bon vivre, travailler, se cultiver et se divertir.

Avec vous, je souhaite contribuer à construire un autre avenir pour notre pays.



Mail : pamuet@assemblee-nationale.fr
Blog : muet2007.blogspot.com
Site : www.pa-muet.com

Permanence :
2 place Louis Pradel 69001 Lyon
Tél : 04 78 27 37 29



DÉFENDRE LES DROITS DE L'HOMME

Amendement sur les tests ADN, conditions de rétention ou expulsion des sans papiers, fichier Edvige : les décisions gouvernementales nous ont hélas fourni, tout au long de l'année, de nombreux sujets d'inquiétude dans le domaine des droits de l'homme.

A l'automne 2007, je me suis opposé à l'amendement autorisant le recours aux tests ADN pour justifier la filiation. Cet amendement, contraire à l'esprit des lois bioéthiques, est indigne de notre pays.

En avril, j'ai parrainé aux côtés de Nathalie Perrin, maire du 1er arrondissement, une famille originaire de Tchétchénie que j'avais rencontrée au centre de rétention de Saint-Exupéry. Ce jour-là, j'ai été bouleversé en les voyant avec leurs deux enfants dans cette cour entourée de barbelés.

Je suis également intervenu aux côtés

Ce que nous défendons, ce n'est pas seulement les valeurs de notre République, mais le vrai visage de la France



Parrainage républicain avec ma suppléante Nathalie Perrin-Gilbert, en mairie du 1^{er} arrondissement

des parents d'élèves, des élèves et des professeurs du Lycée La Martinière Duchère pour que Landry Koua, reconduit en Côte d'Ivoire, puisse revenir poursuivre ses études.

S'agissant du fichier Edvige, il constituait dans sa version initiale une vraie menace pour les droits de l'homme. Les interrogations posées depuis au plus haut niveau de l'Etat prouvent que la vigilance et la mobilisation sont essentielles. ●

CULTURE À LYON

L'État doit jouer son rôle

Le retrait historique de l'Etat dans le financement de la culture pèse sur toutes les institutions culturelles lyonnaises. C'est pourquoi j'ai interrogé le gouvernement lors de "questions orales sans débat" sur le respect de ses engagements concernant l'Opéra de Lyon et le financement des investissements réalisés dans le cadre de la convention patrimoine. J'ai également posé la question du label "scène nationale" promis au théâtre de la Croix-Rousse par l'ancien ministre de la culture. Sur tous ces sujets, les réponses du ministre ont montré que l'inquiétude des acteurs culturels est malheureusement fondée. ●



Théâtre de la Croix-Rousse

LE RÔLE DU DÉPUTÉ

Le mandat de député est à la fois local et national : il représente les habitants d'une circonscription, contrôle l'action du gouvernement, vote les lois et participe à leur élaboration.

Député : un mandat à la fois local et national

A l'Assemblée, une partie importante du travail du député se passe en commission (je suis membre de la Commission des Finances). Dans sa circonscription, il est à l'écoute et au service des citoyens qui peuvent solliciter son intervention.



© antoinemomat - forofla.com

Il interroge le gouvernement :

- sur des sujets particuliers dans le cadre des questions écrites,
- sur des sujets locaux en présence du ministre concerné le mardi matin dans le cadre des questions orales sans débat,
- lors des séances des questions d'actualité au gouvernement, les mardis et mercredis à 15 heures.

Vous trouverez sur mon site et sur mon blog les comptes-rendus et les vidéos de mes principales interventions en séance.

PRÉSERVER LE COMMERCE EN VILLE

Le commerce en ville est indispensable à la qualité de la vie de nos quartiers. Dans mes fonctions antérieures d'adjoint chargé du développement économique, je n'ai pas cessé d'agir pour faire revenir des commerces et des activités économiques dans nos quartiers. C'est pourquoi je me suis opposé à la loi dite de "modernisation économique" qui favorise l'implantation de grandes surfaces et risque de faire disparaître le commerce de proximité. ●



AUGMENTER LE POUVOIR D'ACHAT

Vous avez été nombreux tout au long de l'année écoulée à me faire part de vos difficultés face à l'envolée des prix, alors que les salaires ou les retraites stagnaient. A la baisse du pouvoir d'achat qui en est résulté, s'ajoutent aujourd'hui la chute de la production, la réduction de l'emploi et la remontée du chômage. Notre pays connaît en cette rentrée une situation économique et sociale

profondément dégradée, doublée d'une grave crise de confiance.

Lors de mes nombreuses interventions sur ce thème à l'Assemblée nationale, je ne me suis pas contenté de critiquer une politique économique et sociale qui n'a profité qu'à une minorité ; j'ai fait des propositions concrètes et déposé des amendements pour augmenter le pouvoir d'achat.

Parmi celles-ci, la généralisation du chèque transport (où 50% du coût du transport est pris en charge par l'employeur), idée reprise depuis par le gouvernement, l'augmentation de 50% de

la prime pour l'emploi que touchent 9 millions de salariés modestes (soit 2 milliards d'euros), ou encore la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité. Toutes ces mesures pourraient aisément être financées par l'annulation du paquet fiscal de 15 milliards d'euros, tout en réduisant fortement le déficit public.

Toujours avec cette préoccupation

J'ai fait des propositions concrètes et déposé des amendements pour augmenter le pouvoir d'achat



d'améliorer le pouvoir d'achat, j'ai déposé un amendement pour rétablir l'exonération de redevance TV pour les retraités modestes lors de la discussion du collectif budgétaire en décembre 2007, puis lors de tous les débats sur le pouvoir d'achat en début d'année. Cela a conduit le gouvernement à rétablir cette exonération. ●

Se mettre d'accord sur l'instrument de mesure

Pour répondre aux inquiétudes de nos concitoyens sur la fiabilité des indicateurs qui mesurent l'emploi, le chômage, les prix et le pouvoir d'achat, l'Assemblée nationale a décidé à l'automne 2007 de créer une mission d'information que j'ai présidée et dont le rapporteur était le député UMP Hervé Mariton.

La mission a proposé de compléter les indicateurs existants, par exemple en publiant l'évolution du pouvoir d'achat par niveau de revenu. Les conclusions ont été adoptées à l'unanimité des trois commissions concernées (Finances, Economie, Affaires sociales).

« MM. Mariton et Muet ont travaillé dans un esprit consensuel, non seulement leurs propositions dépassent les clivages politiques, mais elles rassemblent les communautés d'experts de toute sensibilité. » **Didier Migaud, président de la Commission des finances.** ●

ENTREPRENDRE À LA DUCHÈRE

« Tout le monde a besoin d'entreprendre et quand je rencontre les jeunes de la Duchère, ce qu'ils me demandent, ce n'est pas toujours de les aider à trouver un emploi salarié, mais de les aider à créer leur propre entreprise... Il faut mettre en valeur ce potentiel d'innovation de la Duchère... ». C'est en ces termes que j'inaugurais la création de l'antenne de l'ADIE en octobre 2007. L'ADIE joue un rôle majeur pour permettre à chacun d'accéder à la création d'entreprise. Depuis de nombreux jeunes (et moins jeunes) sont venus s'informer auprès de l'antenne pour créer leur propre entreprise. ●

TRAVAILLER MIEUX !

Pourra-t-on un jour aborder sereinement la question du temps de travail ? Contrairement à une idée très largement répandue, la durée hebdomadaire moyenne du travail en France n'est pas plus faible que dans les autres grands pays industrialisés, où le temps partiel est beaucoup plus développé que chez nous. Avec une moyenne de 36 h ½, nous travaillons 2 heures de plus que les allemands (34 h ½ en moyenne), presque 3 heures de plus que les américains (33,9 h en moyenne), ou que les pays nordiques. C'est sur l'organisation des différents temps de la vie qu'il est temps d'avoir une vraie réflexion. J'ai lancé ce débat dans plusieurs articles (Le Monde, Libération...) et dans de nombreuses interventions à l'Assemblée, en espérant qu'un jour nous sortirons des caricatures et des débats idéologiques ! ●

**Soutien au tournoi des Jeunes Motivés du Vergoin**

Le tournoi de foot des Jeunes Motivés du Vergoin s'est déroulé fin juin en rassemblant des jeunes de plusieurs quartiers et communes du Grand Lyon. J'ai contribué à financer ce tournoi, organisé sur le thème de la lutte contre le racisme dans le sport, en mobilisant la "réserve parlementaire".



Droits Réservés

Rendre la ville accessible à tous

Toujours dans le cadre de la "réserve parlementaire", c'est-à-dire des crédits que peuvent solliciter les députés pour contribuer au financement d'actions locales associatives ou municipales, j'ai cofinancé avec le Grand Lyon l'aménagement de trottoirs pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite dans les arrondissements de la circonscription.

L'ÉDUCATION, UNE PRIORITÉ**La rentrée scolaire**

Ayant fait de l'éducation une des priorités de mon mandat, je rends visite chaque semaine à un lycée, un collège ou une école de la circonscription.

Depuis 2002, les gouvernements ont réduit de façon drastique les moyens que la Nation attribue à la jeunesse. Cela démotive les enseignants, éloigne les familles de l'école publique et accentue les inégalités. Cette année, ce seront plus de 11 000 postes d'enseignants qui seront supprimés dans notre pays et près de 15 000 pour chacune des années suivantes jusqu'en 2012.

Force est de constater les conditions difficiles dans lesquelles s'effectue la rentrée : classes surchargées notamment au collège, filières modifiées sans concerta-

tion, moyens insuffisants, en particulier dans les classes en difficulté... Dans les maternelles et en primaire, l'action de la municipalité lyonnaise a toutefois permis d'éviter les suppressions de postes.

Comme je l'ai fait lors du débat sur la Loi d'autonomie des universités, puis du budget de l'éducation et de la recherche, je continuerai à plaider pour que l'éducation, l'investissement le plus important pour l'avenir de notre pays, redevienne une priorité. ●

Je continuerai à plaider pour que l'éducation, l'investissement le plus important pour l'avenir de notre pays, redevienne une priorité.

Accueil des écoles à l'Assemblée

Après avoir présenté le rôle d'un député dans la classe de CM2 de l'école du Sacré Cœur (2^{ème} arrondissement), je l'ai accueillie en avril à l'Assemblée dans le ca-

dre du Parlement des enfants. De même, après une présentation au Collège Jean Perrin (9^{ème} arrondissement), les délégués des classes de 6^{ème} et 5^{ème} ont visité l'Assemblée en avril.

En mai, les élèves de la classe de CM2 de l'école la Gare d'eau à Vaise, qui écrivent un roman policier en collaboration avec une classe du Burkina Fasso, ont visité la caserne de la Garde républicaine, puis l'Assemblée. ●

**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT****» Le plan Maladies rares**

Alerté sur la fin du plan maladies rares, programmée en 2008, j'ai interrogé à ce sujet la Ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

Ce plan concerne 4 millions de personnes, souffrant d'une ou de plusieurs des 8 000 maladies orphelines répertoriées.

» Rendre effectif le droit au logement à Lyon

Suite à plusieurs échanges avec les membres du réseau "Personne dehors" qui rassemble les acteurs de l'hébergement d'urgence à Lyon, j'ai interrogé la ministre du logement et de la ville sur la faiblesse des moyens disponibles dans l'agglomération lyonnaise

pour mettre en œuvre la loi sur le droit au logement opposable. Les structures chargées de l'hébergement sont en effet confrontées à la fermeture de près de 200 places, et à un dispositif d'urgence très largement saturé.

L'appel d'urgence - le 115 - refuse chaque soir à Lyon en moyenne entre 50 et 80 personnes.

